

# Réponse à la consultation publique pour le Référentiel Général de l'Ecoconception des Services Numériques

*par Digital4Better*

|   |                    |
|---|--------------------|
| Classification du document  |                    |
| C1 : Document public<br>C2 : Document interne<br>C3 : Document confidentiel<br>C4 : Document secret | <b>C1 - Public</b> |

| OBJET DE LA VERSION        | VERSION | RESPONSABLE        | DATE       |
|----------------------------|---------|--------------------|------------|
| Initialisation du document | V0.1    | Jean-Pascal Martin | 18/10/2023 |
| Ajout de commentaires      |         | Sophie             | 24/10/2023 |
| Ajout de commentaires      |         | Alizée             | 03/11/23   |
| Relecture globale          | V0.2    | Jean-Pascal Martin | 13/11/2023 |
|                            |         |                    |            |

## QUESTIONS DE LA CONSULTATION PUBLIQUE

- . Le référentiel général de l'écoconception des services numériques poursuit plusieurs objectifs (en particulier : l'allongement de la durée de vie des terminaux, la limitation des stratégies de captation de l'attention, la minimisation de l'utilisation des ressources et la transparence environnementale des services numériques). **Que pensez-vous de ces différentes cibles ?**

Ces quatre cibles sont très pertinentes et globalement bien adressées. Nous avons apprécié les propositions pour la minimisation de l'utilisation des ressources ou celles sur l'engagement des parties prenantes.

Toutefois, nous voyons peu de critères faisant référence à l'aspect captation de l'attention. Des propositions sont faites sur ce point dans la suite du document.

D'autres cibles pourraient envisagées et développées, telles que la limitation de la fracture numérique et des inégalités d'accès.

Un élément qui semble manquant est que les bonnes pratiques varient en fonction des contextes que finalement la conception responsable est un questionnement systématique prenant en compte les perspectives environnementales, sociales et éthiques. Ainsi, peut-être présenter certaines bonnes pratiques pas comme des règles systématiques mais les contextualisés en faisant des versions du RGENS s'adaptant à différentes typologies de projets.

**Le référentiel vise à accompagner les démarches volontaires d'écoconception en référençant un ensemble de critères et en prévoyant des outils de transparence et de suivi des efforts accomplis, c'est-à-dire la publication d'une déclaration d'écoconception et le calcul d'un score d'avancement. A cet égard, quels retours souhaiteriez-vous formuler concernant la rédaction d'une déclaration d'écoconception et le calcul du score d'avancement ? Que pensez-vous du tableur d'auto-évaluation optionnel proposé (disponible au format Office Open XML ou OpenDocument) ? \***

### Retours concernant la rédaction d'une déclaration d'écoconception

Nous sommes pour ! Il faut généraliser l'affichage de démarches imparfaites mais sincères. Une vigilance cependant est à avoir concernant :

- **son articulation** : les contrôles semblent parfois trop déclaratifs et pas assez factuels. Il faudrait trouver des moyens **d'évaluer avec précision grâce à des métriques quantifiables et reproductibles.**

- **sa forme et sa publication** : deux chemins semblent être possibles, l'auto-évaluation et l'évaluation par un tiers.

**Première possibilité**, nous pouvons imaginer une auto-évaluation avec déclaration complète, notamment du porteur de l'évaluation et des conditions d'évaluation (pour le critère concernant le bas débit par exemple, bien noter sous quelles conditions ont été menées l'évaluation : Quel réseau, quel terminal utilisateur ? De même pour l'hébergement : Quel type d'hébergement ? Quelle localisation de l'hébergeur, de son CDN, de son WAF ? Quel mix énergétique ? Quelle production en propre d'énergie renouvelable, ou quel Carbon Usage Effectiveness ?

Cela présente des avantages, tels que celui de la transparence auprès des autres entités, et de leur sensibilisation à aller plus loin.

Attention néanmoins à ce qu'une telle auto-déclaration n'aille pas dans le sens du greenwashing. Si l'auto-évaluation est choisie, alors vraiment bien cadrer celle-ci.

**Deuxième possibilité**, il serait pertinent de construire une déclaration d'écoconception reprenant le même processus que le RGAA, afin d'harmoniser le tout. On peut anticiper, à l'avenir, une fusion des déclarations.

-> les avantages : évite largement tout type de greenwashing qui gangrène le secteur. Cette déclaration pourrait devenir obligatoire à terme (horizon 2025 ?) pour les grandes entreprises puis les moyennes (horizon 2027 ?).

-> les inconvénients : plus coûteux et donc moins accessibles pour certaines petites entreprises

#### Retours concernant le calcul du score d'avancement

Nous nous posons des questions sur le fait que les critères NA soient comptés comme validés.

- Avantage de faire ça : pouvoir comparer le score de différents services, même s'il ne s'agit pas du même type de service.
- Inconvénient de faire ça : obtention de scores hauts, qui donneront l'impression de féliciter des services pas forcément bien éco-conçus. Je pense qu'il serait peut-être plus pertinent de proposer d'afficher un score calculé de cette façon : 
$$\frac{\text{Nombre de critères validés « Prioritaire »} \times 1,5 + \text{Nombre de critères validés « Recommandé »} \times 1,25 + \text{Nombre de critères validés « Modéré »}}{\text{Nombre de critères « Prioritaire » non "NA"} \times 1,5 + \text{Nombre de critères « Recommandé » non "NA"} \times 1,25 + \text{Nombre de critères « Modéré » non "NA"}}$$

#### Que pensez-vous du tableur d'auto-évaluation optionnel proposé

Dans l'ensemble : clair, simple, semble facile à utiliser. À nourrir avec les retours précédemment évoqués concernant le cadrage de l'auto-évaluation. Voici des propositions de réorganisation de l'ordre de certaines questions.

Ex: 1.1 Le service numérique a-t-il été évalué favorablement en termes d'utilité en tenant compte de ses impacts environnementaux ?

1.2 Le service numérique a-t-il défini ses cibles utilisatrices, les besoins métiers et les attentes réelles des utilisateurs cibles ?

==> Le besoin devrait initier la création d'un service qui pourrait s'inscrire dans les ODD et non l'inverse. Ainsi la définition des utilisateurs devrait précéder l'évaluation de l'utilité.

Pour chacun de ses critères, le référentiel inclut un niveau de priorisation et une estimation du niveau de difficulté de la mise en œuvre. **Avez-vous des remarques concernant le niveau de priorisation et/ou de difficulté des différentes pratiques ? Que proposeriez-vous et pourquoi ?**

- Le niveau de difficulté de la 1.1 devrait être en **“fort”**. C'est le débat le plus virulent et long qui puisse y avoir. En tant qu'ESN, nous pouvons faire face à des clients souhaitant mener un service numérique très souvent hors ODD. Leur inciter à ne pas le mener est difficile, car cela revient à perdre de l'argent côté ESN et potentiellement côté client.
- *1.13 Le service numérique publie-t-il son code source sous licence open source ?* Le niveau de difficulté évalué à moyen, or étant un vrai parti pris et relevant des nombreux enjeux en matière de sécurité et juridique, j'estime que c'est un **niveau élevé de difficulté**. De plus l'argument d'anti-gaspillage est à challengé car la réutilisation de code non-qualitatif ne semble pas une bonne pratique. La mise en œuvre de cette recommandation nécessite aussi d'être bien plus précise car les modalités de l'open source sont nombreuses.
- *2.3 Le service numérique impose-t-il à ses fournisseurs de garantir une démarche de réduction de leurs impacts environnementaux ?* La mise en action est peu précise et le **niveau de difficulté est sous-estimé** surtout si le cycle de contractualisation avec un partenaire est déjà en cours et que les exigences NR ne sont pas contractualisées.
- Proposition pour affiner le niveau de difficulté en le découpant en deux :
  - o Niveau de difficulté de mise en place
  - o Niveau de difficulté d'évaluer

**Les critères visant à minimiser l'impact environnemental des contenus multimédias et à limiter les stratégies de captation de l'attention font partie des éléments mis en avant. Quelle est votre analyse du traitement des enjeux relatifs à l'économie de l'attention par le référentiel ? Quelles seraient vos suggestions ou compléments à proposer pour réduire l'empreinte environnementale des contenus multimédias ?**

Sur l'aspect captation de l'attention, nous voyons peu de critères y faisant référence. Il serait pertinent d'ajouter dans la stratégie un critère sur le modèle économique du service (si celui-ci est basé sur de la publicité, par exemple, il y aura plus de chances d'avoir recours au design d'attention). Le guide des Designers Éthiques "concevoir sans dark patterns » peut être une ressource pour étoffer ce type de sujets.

Plus concrètement, cette lacune de critères à ce sujet soulève des questions :

- Il est très utile d'ajouter systématiquement un contenu alternatif textuel à toute vidéo. L'imposer permet d'assurer l'accessibilité à l'information. Le mettre en avant permet de limiter la lecture des vidéos et permet de faire gagner du temps aux utilisateurs.
- pourquoi ne pas mettre des critères précis sur la vidéo ? Pourquoi ne pas chercher à trouver le meilleur rapport UX/bitrate ?
- On peut imaginer ajouter ce type de critères : L'utilité sociétale du service est-elle prouvée ? Quel est le modèle économique ? Le service est-il bénéfique pour l'utilisateur ?
- Avez-vous estimé la satisfaction utilisateur via un NPS ? Est-il supérieur à 8 ?

**Le référentiel met aussi l'accent sur la maîtrise de l'empreinte environnementale des services numériques émergents dès leur conception, en particulier par des pratiques visant le minage ou la phase d'apprentissage des algorithmes requise pour les services utilisant des systèmes d'intelligence artificielle. Avez-vous des commentaires sur le sujet de l'écoconception des services numériques émergents à considérer pour le référentiel général de l'écoconception des services numériques ?**

Il serait pertinent d'intégrer l'impact des phases d'Analyse/conception/développement/déploiement du service dans l'étude d'impact. Tous les services utilisés lors de ces phases sont à intégrer. Les services *shadow* doivent être identifiés.

Propositions d'ajout :

- l'impact des phases et des outils pour la formation spécifique au projet est-il connu ?

- le stack technologique a-t-il été challengé sur sa performance environnementale ?
- Il serait intéressant d'ajouter une section 4.20 pour s'assurer que l'utilisateur est informé (si c'est le cas) et qu'il peut refuser que ses données ne servent à l'entraînement de modèles.

### **Avez-vous d'autres remarques sur le contenu du référentiel général de l'écoconception des services numériques ?**

#### **Positionnement :**

Comment le référentiel RGEN se positionne vis-à-vis des Web Sustainability Guidelines du W3C (<https://w3c.github.io/sustyweb/>) ? Est-ce que l'objectif est le même que le positionnement du RGAA par rapport au WCAG ?

Ne pourrait-on pas proposer une certification aux entreprises qui acceptent de publier leur auto-évaluation ?

#### **Périmètre :**

Le périmètre se restreint à un nouveau service, or cela pourrait être décliné pour un projet d'évolution, pour une simple fonctionnalité avec des propositions de mise en œuvre plus précise en fonction des contextes. Serait-il envisageable de déclinier le RGEN ? Il n'y a pas de prise en compte du *legacy* dans lequel s'inscrit un nouveau service numérique.

Absence des notions de dette et d'obsolescence d'un SI et aussi des besoins d'alignement avec un schéma directeur

Il est aussi important de noter que le référentiel est très tourné *web*, et est peu utilisable pour les applications des objets connectés, et logiciels de type outils métiers. Peut-être un sujet à creuser, ou du moins ramener des explications sur des critères afin de prendre en compte ces types de services.

#### **Quid du matériel et l'humain ?**

La notion de bien-être au travail pourrait être ajoutée, avec un focus sur l'accompagnement des développeurs, leur formation, leur confort de travail, leur salaire, leur intégration, etc.

On pourrait imaginer ce type d'ajouts, allant taper plus large que le service, en englobant les humains travaillant dessus :

- Avez-vous sélectionné des fournisseurs uniquement sur des critères financiers ?
- Votre entreprise évalue elle les concepteurs sur leur éco-performance ?
- Tous les développeurs et *products owners* sont-ils formés à l'écoconception ?
- Est-ce que les principes d'écoconception sont intégrés formellement aux processus de conception de l'entreprise ?